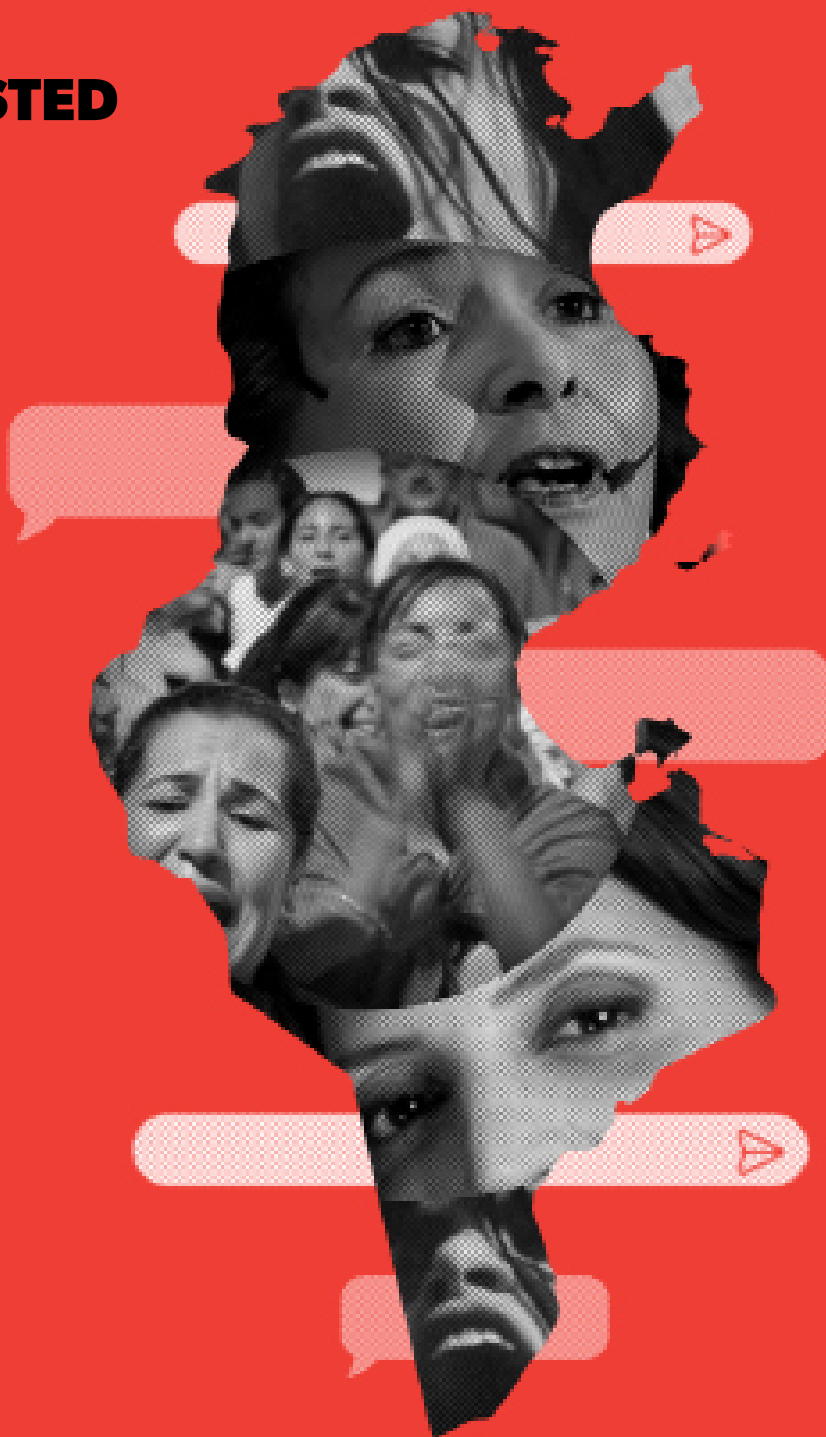




D'UN CATALYSEUR POUR LA LIBERTÉ À UN OUTIL DE RÉPRESSION

Désinformation Genrée en Tunisie

Table de matières

03

Les auteures et les remerciements

04

Introduction

06

**Les droits des femmes et la démocratie en Tunisie : une histoire
d'un espoir perdu et d'opportunités manquées**

09

**Comment les médias sociaux ont tourné le dos aux femmes et à
la démocratie en Tunisie**

14

**La désinformation genrée et les abus en ligne comme arme
politique en Tunisie**

20

**Le manque de priorisation et de responsabilité : le rôle des
plateformes numériques dans la régression de la Tunisie**

23

Conclusion

LES AUTEURES

LUCINA DI MECO

Lucina Di Meo est une experte en égalité des genres et une activiste pour les droits des femmes. Grâce à son travail sur la désinformation genrée, elle a été reconnue par Apolitical comme l'une des 100 personnes les plus influentes en matière de politiques de genre. Elle est la co-fondatrice de #ShePersisted, une initiative internationale qui, à travers la recherche, le soutien aux femmes dirigeantes et le plaidoyer, lutte contre la désinformation genrée et les attaques en ligne envers les femmes en politique. Lucina est l'auteure de « [#ShePersisted : Women, Politics & Power in the New Media World](#) », une étude sur la relation entre les femmes en politique et médias sociaux menée dans 30 pays. Son travail a figuré dans le New York Times, la BBC, Time Magazine, le Washington Post, Politico, El País, The Hill et Voice of America. Lucina a rédigé des articles sur la désinformation genrée et préjugés par les femmes subis sur les médias sociaux pour le compte de la Brookings Institution, le Carnegie Endowment for International Peace, le Conseil des relations étrangères, le National Endowment for Democracy, Mme Magazine et Women's Media Center et bien d'autres.

Tout au long de sa carrière, Lucina a travaillé avec un large éventail d'organisations internationales et d'organisations à but non lucratif, dont Vital Voices, le Wilson Center, International IDEA, la Westminster Foundation for Democracy, PNUD et ONU Femmes. Lucina est vice-présidente de Room to Read, une organisation mondiale à but non lucratif qui se bat contre les inégalités de genre à travers l'éducation. Elle est aussi membre du conseil consultatif de Fund Her, une organisation qui vise à aider des femmes progressistes à se faire élire aux élections législatives des États-Unis.

SARAH HESTERMAN

Sarah Hesterman est assistante de programme à #ShePersisted. Elle a récemment obtenu une maîtrise en recherche sociale à l'UCL. Sa thèse portait sur les violences et le harcèlement sexuel en ligne auxquelles sont confrontées les politiciennes aux États-Unis. Au cours des huit dernières années, Sarah a travaillé avec et pour plusieurs organisations de femmes et de filles, dont la campagne Girl Up de la Fondation des Nations Unies, Women Without Borders, All In Together et le Fund 1000 Dreams. Elle a déjà figuré sur la liste des 100 femmes de BBC Women pour son engagement pour les droits des adolescentes au Moyen-Orient. Elle a pris la parole publiquement au sujet de problèmes auxquels font face les femmes et les filles à travers le monde.

REMERCIEMENTS

#ShePersisted s'inspire de militant-e-s, d'expert-e-s et d'organisations de premier plan qui contribuent tacitement et directement à la lutte contre la désinformation genrée à l'échelle mondiale. Tout d'abord, nous exprimons notre profonde gratitude à **Sara Habachi** de Porticus pour avoir défendu cette recherche et assuré son financement. Cette étude n'aurait pas été possible sans le soutien de personnes clés, dont les voix importantes ont contribué à façonner notre travail et à guider nos recherches. Merci à nos interviewé-es—**Boudour Lamouchi, Henda Gafsi, Faten Kallel, Marc Owen Jones, Marwa Fatafta et Bochra Belhaj Hmida**—pour avoir partagé avec nous leurs expériences et leur savoir-faire. Nous remercions Sara Habachi pour Sara Habachi pour avoir servi examinatrice du contenu, et à **Hanène Zbiss, Lilia Labidi, Aymen Zaghdoudi**

et **Ikram Ben Said** accepté d'être interviewées et de contribuer à la révision de cette étude. Nous saluons et remercions également **Marguerite Berger** pour son soutien attentionné à la rédaction de ce document, **Marie Lamensch** pour sa traduction et à **Kristina Wilfore** pour sa contribution, ses idées, son partenariat et son soutien tout au long de ce travail. Leur participation à cette recherche est inestimable et nous a permis d'identifier les motifs récurrents en termes de désinformation genrée liée à au déclin des droits des femmes et de la démocratie en Tunisie. Enfin et surtout, nous sommes très reconnaissantes à la Global Wallace Fund et à la Fondation Porticus d'avoir cru en l'importance de cette recherche et pour leur engagement à défendre et d'encourager l'engagement du leadership féminin : Sans leur soutien, cette étude n'aurait pas été possible.

INTRODUCTION

Considéré par beaucoup comme l'un des pays les plus progressistes du monde arabe et comme modèle en matière d'avancées juridiques vers l'égalité des sexes, la Tunisie est en proie à une dérive autocratique. Les progrès réalisés depuis le Printemps arabe par la société civile et les militantes pour les droits des femmes sont plus que jamais en danger.

Dans ce contexte, beaucoup s'interrogent sur le rôle joué par les plateformes numériques. Les médias sociaux furent d'abord un outil clé pour le Printemps arabe et la promotion des droits des femmes. Le mouvement #EnaZeda en est un exemple. Selon **Bochra Belhaj Hmida**, avocate, politicienne et présidente de la Commission pour la liberté individuelle et l'égalité, « après la révolution, un grand nombre de femmes à travers le pays qui ne s'étaient jamais engagées politiquement et n'avaient jamais eu de présence sur les réseaux sociaux par crainte du régime de Ben Ali, se sont mobilisées politiquement, se sont impliquées dans la société civile et ont encouragé d'autres personnes à voter, tout ceci de manière spontanée ».¹

Autrefois célébrées pour leurs potentiels de démocratisation et de garantie de l'égalité des chances, ces mêmes plateformes numériques sont désormais sous la loupe, alors que la désinformation et la haine en ligne font de plus en plus partie du paysage politique tunisien. Les candidates aux élections sont confrontées à de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie et, lors des élections, elles ont été particulièrement visées par des efforts visant à faire reculer la démocratie. Lors des élections législatives de 2022, le faible taux de participation de 11,4 % a été perçu comme une critique de la consolidation du pouvoir du Président Kais Saïed et, suite à des modifications aux lois électorales portant atteinte à la parité hommes-femmes, seuls 11,5 % des candidats étaient des femmes.²

Les plateformes numériques sont devenues une arme utilisée pour humilier les militantes féministes et les femmes qui critiquent le régime autocratique, poussant ainsi ces voix hors de l'arène publique et réprimant les causes qu'elles défendent.

Cette étude de cas analyse la relation entre le genre, la technologie et la démocratie en Tunisie. Elle met l'accent sur les dynamiques, les objectifs et les modus operandi des campagnes de désinformation genrées contre les politiciennes et les femmes engagées ainsi que leur rôle dans les actions visant à saper la démocratie, les droits des femmes et les valeurs libérales.

Notre étude s'appuie sur des recherches documentaires, une surveillance ciblée des réseaux sociaux, dont des publications sur Twitter et Facebook qui mentionnent les noms de dirigeantes ainsi que des entretiens avec des militantes tunisiennes des droits des femmes, des politiciennes et des expertes.³ Cette étude met également en lumière la métamorphose des médias sociaux d'outils pour la défense des droits des femmes à des outils de répression de ces droits. Elle analyse aussi la réponse timide des plateformes des médias sociaux – Facebook en particulier – face aux menaces aux droits des femmes et à la démocratie dans le pays. L'étude examine l'échec des géants de l'industrie numérique à mettre en place des mesures efficaces en termes de transparence et de responsabilité, même lors des élections.

Il est préoccupant d'observer ce qui se passe en Tunisie étant donné que c'était l'un des pays les plus avancés en matière des droits des femmes et de démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) et l'un des premiers à utiliser l'activisme en ligne. Cette étude est un récit édifiant sur la fragilité de la démocratie et une mise en garde pour les nouvelles démocraties. Elle nous pousse à remettre en question nos espoirs quant aux potentiels des

TUNISIE

les faits en un coup d'œil

16.23%⁴

% Femmes au parlement national

79%⁵

Pénétration de l'internet

7.24M

SUR ENVIRONS
12.4 MILLIONS⁶

Nombre d'utilisateurs
de médias sociaux

Les plateformes les plus populaires (à compter de début 2023) :
Facebook, Youtube et Instagram.⁷





**Les droits des femmes et
la démocratie en Tunisie :
une histoire d'un espoir
perdu et d'opportunités
manquées**

LES DROITS DES FEMMES ET LA DÉMOCRATIE EN TUNISIE

À la suite de l'éviction de l'ancien président autocrate, Zine El Abidine Ben Ali en 2011 et lors de ce qu'on a appelé le Printemps arabe, la Tunisie a vécu une transition démocratique historique, remplie de grands espoirs et d'attentes.

De nombreux Tunisiens, y compris des militantes féministes, y ont vu une opportunité de jouir de droits politiques et civils inaccessibles sous l'ancien régime et de faire progresser les droits des femmes. La rédaction d'une nouvelle constitution en 2014 fut également une avancée sans précédent pour la gouvernance démocratique.

Cependant, l'enthousiasme initial et les espoirs en matière de liberté d'expression et de participation politique se sont transformés en méfiance à l'égard des processus politiques, tandis que la crise économique, la corruption et les menaces à la sécurité nationale s'envenimaient. Alors que de nombreuses personnes étaient de plus en plus déçues par les promesses du Printemps arabe, Kais Saïed a été élu président en 2019 avec un large soutien des laïcs et des islamistes et grâce à une campagne populiste centrée sur la lutte contre la corruption.⁸

Le 25 juillet 2021, Saïed a suspendu le parlement et limogé le premier ministre Hichem Mechichi, une décision perçue comme un coup d'État par les universitaires, les journalistes et les militants. Il s'en est suivi une dissolution anticonstitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature et la prise de contrôle de la Commission électorale en avril 2022, poussant davantage la Tunisie vers l'autoritarisme et marquant la fin de « l'expérience démocratique » du pays.⁹

Comme la démocratie, les progrès en matière des droits des femmes sont désormais en danger.

Le Printemps arabe a offert aux Tunisiennes une opportunité extraordinaire de s'engager dans un plaidoyer très visible qui a atteint son apogée en 2014 avec l'adoption d'une nouvelle constitution. Célébrée comme « l'une plus progressistes au monde en matière des questions de genre », celle-ci donnait aux femmes le droit à une participation politique égale à celle des hommes.¹⁰

Au cours des années suivantes, le pays a progressé en matière de protection des femmes contre toutes les formes de violence et de trafic humain. La Tunisie a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a mis en place des actions concrètes afin de prévenir la discrimination et la violence.¹¹

Cependant, ces progrès reposent sur des bases fragiles car ils s'appliquent principalement aux femmes vivant dans les zones urbaines, tandis que les femmes des zones rurales, où le taux de chômage est le plus élevé et les modes de vie sont les plus traditionnels, sont généralement laissées pour compte.¹²



Ces dernières années, les questions de genre ont perdu de leur importance au point d'avoir « disparu du débat public », selon **Yosra Frawes**, ancienne présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates.¹³ Les conversations sur l'égalité des genres – en particulier sur la place des femmes dans la société – sont devenues source de division.

Marc Owen Jones, expert en désinformation et autoritarisme numérique au Moyen-Orient, pense que c'est un reflet d'une tendance régionale, d'une « contre-réaction antiféministe » et d'une « stigmatisation du féminisme ».¹⁴

Par conséquent, les droits des femmes sont de plus en plus menacés. Un puissant mouvement anti-genre présente ces droits comme faisant partie d'une idéologie occidentale opposée aux normes sociales et aux croyances religieuses tunisiennes.¹⁵ À titre d'exemple de ce recul, en 2018, le Ennahda, le principal parti politique islamiste, s'est opposé à un projet de loi sur l'égalité successorale entre hommes et femmes, bien que le parti ait inscrit l'égalité des sexes dans la constitution et ait eu des députés qui ont défendu une législation visant à renforcer les droits des femmes.¹⁶

Dans cet environnement de détérioration du militantisme féministe, les normes restrictives du genre sont utilisées pour saper la démocratie et la participation politique déjà limitée des femmes.

L'année dernière, Kheira Benkhelifa, l'une des 57 magistrats du Conseil supérieur de la magistrature, a été licenciée pour « outrage aux mœurs ».¹⁷ Après avoir reconnu avoir eu une liaison, elle a été forcée de se soumettre à un test de virginité, dont le certificat a été publié sur les réseaux sociaux en juin 2022 par un partisan de Saied, violant de manière flagrante la vie privée de Mme Benkhelifa et faisant d'elle la cible d'un nombre accablant d'abus en ligne.

L'Association tunisienne pour la défense des libertés individuelles a accusé Saied d'utiliser cette tactique « pour liquider ses adversaires » en abusant de leur vie privée. Une stratégie régulièrement utilisée par Saied dans le but de concentrer les pouvoirs entre ses mains.¹⁸ Marwa Fatafta, responsable politique et plaidoyer MENA chez Access Now, note que « le moment choisi était opportun car il a eu lieu alors même que les juges étaient en grève à la suite de la décision du président de les licencier de manière arbitraire ».¹⁹

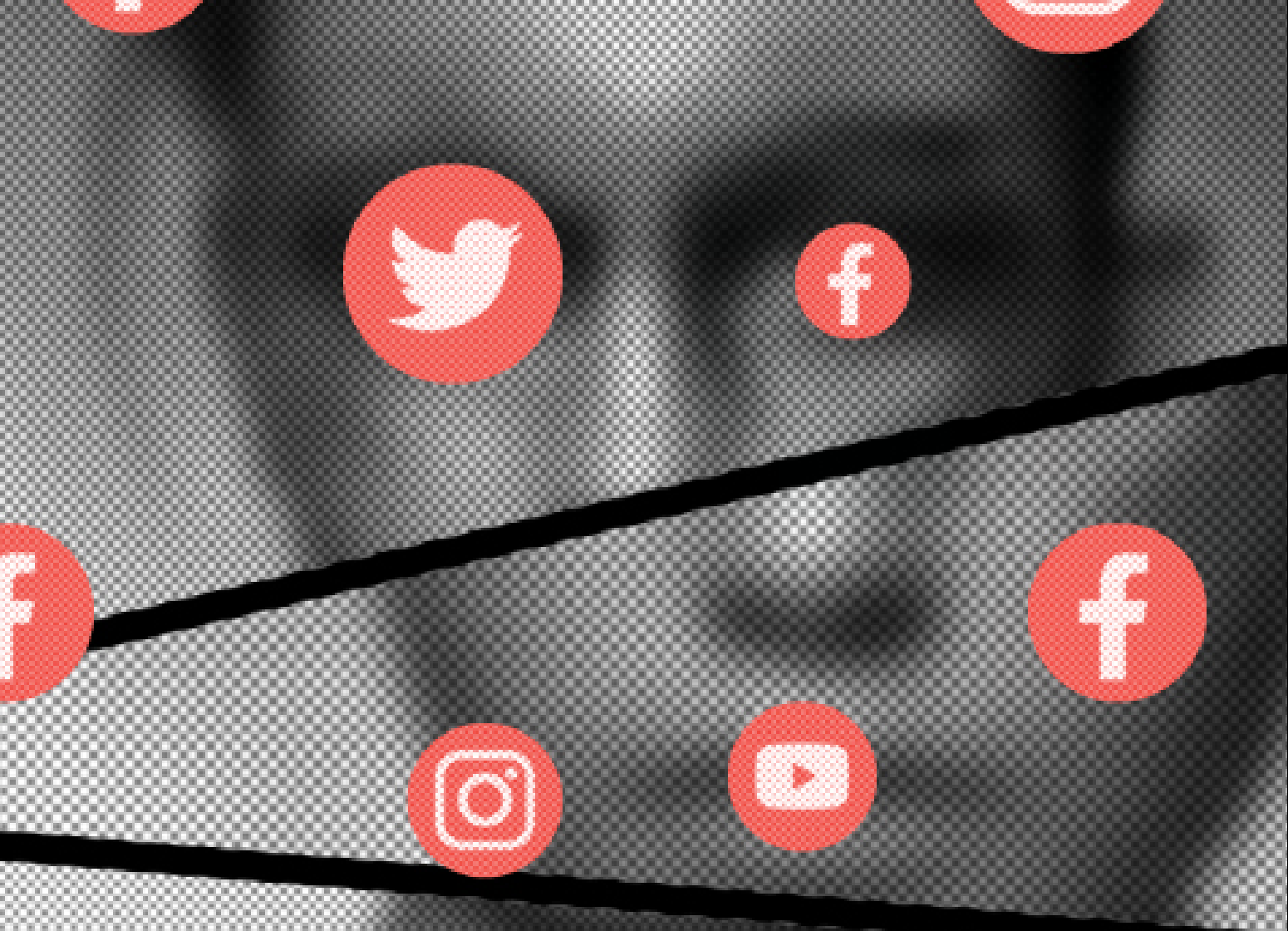


Selon Lilia Labidi, anthropologue, psychologue et ancienne ministre de la Femme en 2011 après la chute du régime de Ben Ali,

« la question des femmes » a été utilisée pendant des siècles en Tunisie afin d'éviter de parler des « questions fondamentales » et pour s'attaquer à l'opposition et détourner l'attention des échecs démocratiques.²⁰

Aujourd'hui, les normes restrictives du genre sont utilisées comme arme pour s'attaquer à des candidates politiques et des personnalités publiques, dissuadant ainsi les femmes de participer à la vie politique : Une étude de 2019 menée par l'Institut républicain international en Tunisie a révélé que 74 % des femmes interrogées refusaient de s'engager en politique par peur de la violence.²¹

Dans ce contexte, peu sont celles qui ont célébré la nomination par Saied de la professeure universitaire, Najla Bouden comme la première femme Premier ministre en Tunisie en septembre 2021. La nomination a été interprétée par beaucoup comme un « lavage de genre ». Alors que le président continue de consolider son pouvoir, « apparaître comme pro-femme a été un moyen de rendre l'autoritarisme plus acceptable aux yeux des alliés occidentaux, de pacifier les voix libérales du pays et de vilipender l'opposition islamiste ». Cette nomination est perçue comme « un stratagème visant à détourner l'attention de la communauté internationale ».²² Les militantes ont dénoncé l'incapacité de Mme Bouden à démontrer tout engagement en faveur de l'égalité des femmes et estiment qu'il n'y a pas eu de progrès en faveur des droits des femmes depuis sa nomination.²³



Comment les réseaux sociaux ont tourné le dos aux femmes et à la démocratie en Tunisie

COMMENT LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT TOURNÉ LE DOS AUX FEMMES ET À LA DÉMOCRATIE

Les médias sociaux ont été un outil clé de la mobilisation des manifestants et des actions citoyennes contre le régime de Ben Ali en 2011. Ce fut le début d'une ère nouvelle pour le cyber activisme en Tunisie et ce dernier a joué un rôle déterminant dans la promotion de la démocratie et des droits des femmes.

Facebook fut la principale plateforme utilisée pour mobiliser la population et sa popularité persiste à ce jour. En 2019, on trouvait plus de Tunisiens inscrits à Facebook qu'aux listes électorales, et en 2023, plus de la moitié de la population était présente sur ce site de réseautage social contre seulement 2,8 % sur Twitter.²⁴

Lors du printemps arabe, des militant.es comme **Lina Ben Mhenni** qui ont partagé des nouvelles concernant l'auto-immolation du vendeur de rue Mohamed Bouazizi, ont joué un rôle crucial dans la documentation numérique des manifestations et des mauvais traitements infligés aux manifestants.²⁵

Les médias sociaux ont aussi été un outil puissant pour le militantisme pour les droits des femmes. Des mouvements en ligne menés par des femmes de la région MENA ont créé une identité régionale et collective. Ils ont été une porte d'entrée dans la sphère publique pour de nombreuses femmes qui ont pu alors lutter ensemble contre l'autoritarisme et créer un agenda féministe grâce à « l'utilisation des technologies numériques ».²⁶

En 2012, les militantes féministes tunisiennes ont commencé à utiliser Facebook pour exiger le droit à l'autonomie corporelle et dénoncer le harcèlement sexuel. Le mot clic #EnaZeda fut l'équivalent nord-africain de #MeToo. Des groupes de défense des droits des femmes comme Aswat Nissa, Falgatna (On en a marre) et l'Association tunisienne des femmes démocrates ont été à la tête d'un mouvement sans précédent.²⁷ C'est l'un des nombreux exemples de la manière dont les femmes tunisiennes ont utilisé les médias sociaux pour se mobiliser après la révolution, comme l'analyse Mme Belhaj Hmida.

Selon **Ikram Ben Said**, la fondatrice d'Aswat Nissa, l'utilisation croissante des plateformes numériques a, cependant, eu des conséquences sur le militantisme des femmes : « les médias sociaux, qui nous ont aidés à nous organiser pendant la Révolution, nous ont démobilités : En partageant une publication sur Facebook ou un Tweet, les gens pensaient défendre

leurs droits et participer au mouvement. C'est faux. Rien ne peut remplacer les rassemblements physiques et l'organisation politique et civique. Pire, lorsque des femmes militantes sont arrêtées par le régime ou sont victimes d'abus en ligne, l'activisme numérique les isole car la seule manifestation de solidarité qu'elles reçoivent se limite à un tweet, un partage ou un message privé ».²⁸ Cependant, ces dernières années, les plateformes des médias sociaux – Facebook en particulier – font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux quant à leur rôle dans le recul des institutions démocratiques et de la condition féminine en Tunisie.



Mme Fatafta constate que « d'une part, les entreprises du numérique ne prennent pas au sérieux leurs responsabilités envers les droits de la personne et la sécurité des utilisateurs dans la région. D'autre part, les gouvernements arabes se servent des espaces en ligne pour cibler les militantes et dissidentes, transformant ces outils en armes de guerre. L'écosystème médiatique est fortement contrôlé et il est donc facile de faire courir des fausses rumeurs sur un site web quelconque et d'ébruiter ces on-dits sur les réseaux sociaux. Cette désinformation fait ensuite un va-et-vient d'un média à l'autre ».²⁹

La désinformation en ligne est désormais omniprésente dans de nombreux processus électoraux.³⁰ Ce fut particulièrement le cas lors des élections de 2019, comme le rapporte la journaliste, Salsabil Chellali : « faux sondages, fausses affiches électorales pour des alliances politiques inexistantes et rumeurs infondées » ont pris d'assaut les plateformes numériques dans l'intention de manipuler les électeurs.³¹

Des pages Facebook à l'affiliation politique nébuleuse répandaient de la désinformation et une étude menée par Democracy Reporting International a révélé que telles pages généraient 38,5 % des messages politiques entre mai et octobre 2019, soit avant les élections d'automne.³² Le cyberharcèlement était également répandu avant la période électorale sous la forme de « campagnes de manipulation orchestrées sur Facebook visant à discréditer les candidats et à disséminer des discours haineux » ainsi que des propos malveillants et de la discrimination régionale.³³

Les tentatives d'ingérence étrangère ont été un élément important des dernières campagnes politiques en Tunisie. Près de 800 pages Facebook, groupes et comptes ont été supprimés en janvier 2019 à la suite d'une campagne orchestrée à partir de l'Iran, dont ceux ciblant la Tunisie, et tout au long de 2019 et 2020, des campagnes similaires provenant d'Égypte, de France, de Russie et d'Israël ont été identifiées.³⁴

Ces campagnes ont été qualifiées de «comportement inauthentique coordonné au nom d'une entité étrangère et gouvernementale». En effet, des groupes de désinformation liés à la Russie ont utilisé des faux comptes pour se faire passer pour des personnes d'autres pays dans le but de répandre de fausses informations de manière efficace.³⁵

Des preuves existent que des pays arabes tels que l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis ont tenté d'infiltrer des médias numériques tunisiens pour diffuser de la propagande soutenant la

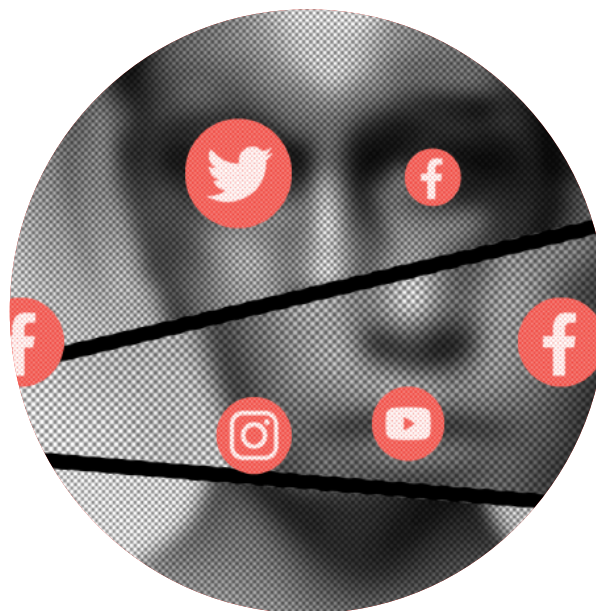
consolidation du pouvoir de Saied en 2021.³⁶

Selon M. Jones, lors du coup orchestré par Saied, une grande majorité des commentaires au sujet de la Tunisie sur des plateformes comme Twitter ou Google provenait de comptes basés dans le Région du Golfe : « c'était flagrant. La majorité des informations disait 'c'est génial', 'il renverse les islamistes' », et d'autres discours de ce genre ». ³⁷ M. Jones note également que cela a des conséquences sur les femmes : « si vous êtes une journaliste en Tunisie, ou une militante, et que vous allez à l'encontre de la politique étrangère des États du Golfe, vous devenez une cible ».

Les plateformes des médias sociaux - initialement perçues comme un espace d'autonomisation pour les militantes des droits des femmes en Tunisie - sont de plus en plus utilisées comme armes contre ces femmes, particulièrement contre celles qui critiquent le gouvernement en place.

Dans un rapport de 2021 rédigé par le Centre de Recherches, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF), on note que 80 % des Tunisiennes ont été victimes d'harcèlement en ligne à un moment ou un autre.³⁸

À travers la région arabe, les attaques en ligne ciblent particulièrement les militantes et les défenseuses des droits humains. En effet, elles subissent des « campagnes discriminatoires fondées sur le genre » et un harcèlement en ligne généralisé.³⁹ Selon une étude d'ONU Femmes faite dans les États arabes, 70 % des militantes et des défenseuses des droits humains de la région ont déclaré se sentir « en danger en ligne » après avoir reçu des insultes, des messages haineux et des contenus et messages sexuels non désirés. 35 % d'entre elles ont déclaré l'existence d'un « continuum entre la VEFF (Violence envers les filles et les femmes) en ligne et hors ligne », soulignant les dangers physiques très réels qui peuvent découler de ces discours violents sur les réseaux sociaux.⁴⁰ Les femmes qui prennent la parole sur la place publique en Tunisie sont également soumises au doxing, « en plus des campagnes de discours haineux, d'intimidation et d'incitation à la violence ».⁴¹ Le doxing est une tendance émergente visant à intimider les femmes. Selon Mme Fatafta, « leurs informations personnelles sont partagées publiquement sans leur consentement et utilisées comme arme contre elles dans le but de répandre la désinformation, de ternir leur réputation et de les intimider afin de les faire taire. De la Tunisie à la Palestine, c'est une tactique de répression violente utilisée contre les femmes par de nombreux gouvernements et leur appareil sécuritaire dans toute la région. Ils envoient un message aux femmes : si vous osez parler, votre réputation sera attaquée ».⁴²



Selon Feryel Charfeddine, une militante féministe qui a subi des attaques sur Facebook en 2017, la plateforme n'est tout simplement « pas un endroit sûr pour les femmes ».⁴³

Boudour Lamouchi, responsable du programme de paix à l'association tunisienne WeYouth, explique qu'après la mort de Mme Ben Mhenni, un groupe de militantes féministes a porté le cercueil de la blogueuse, un acte inacceptable selon une certaine conception de l'Islam : « cet acte visait à souligner davantage le rôle des femmes dans la société et la manière dont nous devrions lutter contre les violations des droits des femmes et la société patriarcale. À la suite de cet acte, de nombreuses militantes ont reçu des insultes, des menaces de mort et des commentaires humiliants au sujet de leurs corps dans leurs boîtes mail privées et dans le fil des commentaires sur Facebook et ont subi des abus sexuels et psychologiques ».⁴⁴

Les conséquences sont considérables car les abus en ligne menacent la liberté d'expression et l'engagement civique des femmes.

En représailles pour son activisme lors du Printemps arabe, Mme Ben Mhenni a été la cible d'intimidations, de campagnes de diffamation, d'abus en ligne et d'harcèlement physique. Parlant de son expérience en 2013, elle a déclaré:

« Je me sens menacée simplement pour avoir créé un blog critiquant le gouvernement et la situation épouvantable et régressive en Tunisie. Je suis sur une liste de gens à abattre et je suis sous protection policière. J'ai l'impression d'avoir perdu ma propre liberté en essayant de me battre pour la liberté de mon pays et de mon peuple. Si nous ne réagissons pas, chaque sujet deviendra bientôt tabou ».⁴⁵

Selon Mme Frawes, « le ciblage des femmes actives sur les réseaux sociaux n'est pas un hasard. Le lynchage des femmes qui s'expriment librement sur les réseaux sociaux, des militantes ou des politiciennes a pour but d'éliminer les femmes de l'espace public ».⁴⁶

Ces attaques sont encore plus prononcées contre les femmes aux identités marginalisées, qui sont la cible de campagnes de désinformation sexistes, violentes et vicieuses ainsi qu'elles sont la cible de campagnes de haine en ligne qui ont des connotations racistes, en plus de leur caractère sexiste.

En Tunisie, les sentiments anti-Noirs ont été alimentés par le président lui-même, qui, en février 2023, a publiquement adopté la "théorie du grand remplacement" en mettant en garde contre "un" complot criminel "pour submerger" le "pays à prédominance arabe avec des Africains noirs", ce qui révèle des dynamiques raciales sous-jacentes qui alimentent les tensions sociales dans le pays.⁴⁷ Selon Khawla Ksiksi, cofondatrice du collectif Voices of Black Tunisian Women, les commentaires de Saïed ont déclenché une nouvelle vague de racisme dans un pays où les femmes noires subissent déjà une oppression intersectionnelle : "ma couleur de peau dit que je n'appartiens pas à ce pays. Donc en tant que tunisiens noirs nous devons constamment prouver que nous sommes partie prenante de la Tunisie."⁴⁸



Hanène Zbiss, journaliste et professeure universitaire, constate que « nous vivons dans une sorte de démocratie à la suite de la révolution de 2011, mais que certaines personnes pensent encore qu'une femme n'a pas sa place dans l'espace public. Et si jamais elle se présente dans cet espace, elle doit se taire et respecter l'autorité masculine. **Lorsque les hommes constatent qu'il y a des femmes courageuses capables de bien faire leur travail, qu'elles soient journalistes, députées, politiciennes ou membres de la société civile, alors ces dernières se trouvent agressées, harcelées en ligne, ciblées physiquement, en cours même de l'exercice de leurs fonctions. C'est d'autant plus violent quand ces femmes ont, par exemple, la peau noire ou font partie de la communauté LGBT ».**⁴⁹



La Désinformation genrée et les abus en ligne comme arme politique en Tunisie

LA DÉSINFORMATION GENRÉE ET LES ABUS EN LIGNE COMME ARME POLITIQUE

#ShePersisted lutte contre la désinformation genrée qui vise à diffuser des informations trompeuses ou inexactes au sujet des femmes très visibles, telles que des dirigeantes politiques, des journalistes, des militantes et d'autres personnalités présentes sur la place publique.

L'analyse des données disponibles au sujet des campagnes électorales, tant en Europe qu'aux États-Unis, montrent que les femmes en politique sont plus susceptibles d'être ciblées par un large volume d'abus et de désinformation en ligne. Ces attaques sont également plus susceptibles d'être empreintes de sexisme, mettant souvent l'accent sur le caractère et la sexualité d'une femme. Ces attaques sont plus embarrassantes, plus difficiles à surmonter et à combattre avec des outils traditionnels comme la vérification des faits et l'éducation aux médias.⁵⁰

Selon Kristina Wilfore, militante internationale pour la démocratie et cofondatrice de #ShePersisted, « les campagnes de désinformation sur le genre s'appuient sur des cadres misogynes profondément ancrés et des préjugés sexistes qui dépeignent les femmes dirigeantes comme intrinsèquement **indignes de confiance** (insinuer qu'une femme est malhonnête ou non fiable est une tactique récurrente), **non-qualifiées** (l'un des plus grands obstacles auxquels les femmes font face lorsqu'elles cherchent un travail), **inintelligentes** (les clichés sur les femmes comme étant stupides et inaptes au travail sont une caractéristique importante de la désinformation genrée, aggravée par un contenu sexualisé qui cible les femmes) et **antipathiques** (pour les femmes, ceci peut signifier la mort de leur campagne) ».⁵¹

La désinformation genrée est souvent coordonnée et propagée avec des intentions malignes. Elle vise à manipuler l'opinion publique en faussant le bilan des politiciennes. Le but final est de dépeindre les femmes publiques comme incapables d'occuper des postes de direction. On vise à les discréditer d'une manière ou d'une autre. Un des effets les plus dévastateurs est de dissuader les femmes de se présenter aux élections ou de participer à des débats publics à cause de la présence de la désinformation genrée et des abus en ligne. Ceci affecte particulièrement les jeunes femmes. Pour échapper aux attaques très publiques et dangereuses facilitées par les médias sociaux, les femmes peuvent également opter pour le désengagement politique

ou encore s'autocensurer et s'abstenir de s'exprimer sur les droits des femmes et les libertés individuelles.

La désinformation genrée à l'égard des femmes politiques en Tunisie est omniprésente. Elle militarise des récits qui visent à porter atteinte à leur réputation à travers des histoires et des images fausses et humiliantes, remettant en question leur sexualité (par exemple, en les qualifiant d'esclaves sexuelles des dirigeants politiques, ou encore en les accusant de prostitution ou de promiscuité). Parallèlement aux attaques mettant en cause leur réputation, les politiciennes sont également dépeintes comme incompetentes, incapables de diriger et souffrant de troubles de santé mentale.



Selon Henda Gafsi, féministe, urbaniste en chef du district de Tunis et conseillère principale au CILG-VNG International, les femmes qui parlent ouvertement des

« libertés individuelles et sexuelles, d'égalité, y compris d'égalité dans l'héritage, et des revendications des femmes pour l'accès aux postes de décision » sont la cible de violentes formes de désinformation genrée et de cyber-harcèlement.⁵²



« Les photographes européens ont pris des photos d'adolescentes et de femmes, mettant en avant un érotisme primaire. Ces photographies visaient à humilier les Tunisiens et envoyait un message au caractère violent et dominateur de la part des puissances coloniales ».⁵³

Aujourd'hui, de fausses photos nues de dirigeantes tunisiennes sont partagées en ligne dans le but d'humilier ces femmes et de les décourager à participer à la vie publique.

Les femmes les plus attaquées sont celles qui s'expriment ouvertement sur les droits des femmes et les droits de la personne. En outre, les femmes occupant des postes politiques importants sont la cible de campagnes de désinformation particulièrement vicieuses et aux connotations ouvertement sexistes qui cherchent aussi à miner les institutions démocratiques qu'elles représentent, en appelant souvent à un licenciement ou un remaniement.

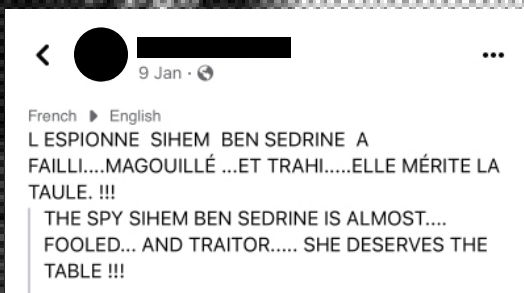
Vous trouverez ci-dessous quelques exemples éloquentes tirés de notre analyse de la manière dont la désinformation genrée est déployée de manière pernicieuse contre les femmes dirigeantes et les militantes politiques qui défient le gouvernement ou les normes conservatrices. Il est nécessaire de souligner que, bien que cette analyse représente un effort important dans la cartographie et la compréhension de la désinformation genrée en Tunisie, une analyse de données à grande échelle ainsi qu'une observation approfondie des médias sociaux sur une période prolongée seraient nécessaires pour recueillir plus de preuves et parvenir à une analyse plus profonde de ce phénomène et des acteurs malveillants de cet écosystème.

Les futures recherches pourraient cartographier la militarisation des outils numériques qui facilite les comportements malveillants, y compris à travers des entretiens et des analyses de tendances, la cartographie et le suivi des acteurs malveillants, le suivi de la monétisation et du rôle de la publicité, la réalisation d'expériences de conformité aux des conditions de service et l'analyse de l'activité des acteurs politiques.

SIHEM BENSEDRIINE est une journaliste et défenseuse des droits de l'homme qui dirigeait auparavant la controversée Instance Vérité et Dignité, un organisme qui a enquêté sur la corruption et les violations des droits de l'homme commises par l'État tunisien de 1955 à 2013.⁵⁴ Elle a fait face à de nombreuses incriminations tout au long de sa carrière, y compris l'emprisonnement, la violence et la surveillance policière.⁵⁵ Étant une personne publique, elle a également été la cible de campagnes de désinformation genrée et d'abus en ligne. En 2021, une rumeur courrait sur les réseaux sociaux affirmant qu'elle avait été assignée à résidence en raison des mensonges et de la mauvaise gestion au niveau du travail de son instance et alléguant qu'elle menait des « croisades » contre des opposants et s'attribuait des fonds publics.⁵⁶ Dans certaines photos falsifiées et mises en ligne, elle était dépeinte avec un double visage, l'accusant ainsi d'hypocrisie.⁵⁷

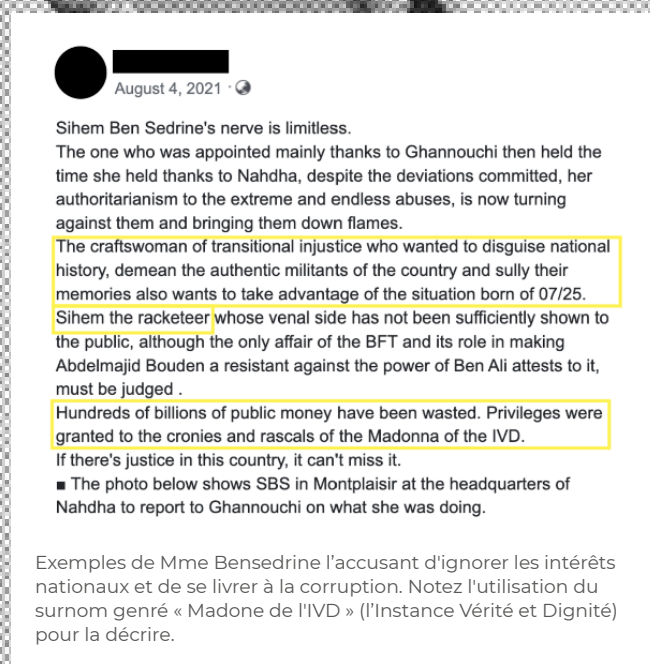
Mme Bensedrine pense qu'« ils utilisent les mêmes méthodes qu'avant [la révolution] : le dénigrement dans le but de salir et de miner toute crédibilité. Cela me fait mal parce que je pensais que ceci était derrière nous. Mais, en fait, ils utilisent les mêmes armes que Ben Ali utilisait déjà contre moi ». ⁵⁸ En effet, en 1993, elle a été la cible d'une campagne de désinformation genrée l'accusant d'être une prostituée, tout ceci appuyé par de fausses images sexuellement explicites.⁵⁹

Ces attaques n'affectent pas seulement Mme Bensedrine - elles représentent une menace bien plus large pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme en Tunisie et, selon Mme Labidi, leur objectif est de « discréditer le processus de justice transitionnelle ». ⁶⁰



SIHEM BENSEDRIINE

Crédit photo : UN Geneva / Flickr





BOCHRA BELHAJ HMIDA, avocate et femme politique à la tête de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité, est reconnue pour son plaidoyer en faveur des droits des femmes, du droit de la famille et des questions LGBTQIA+. ⁶¹ Mme Belhaj Hmida a été la cible de multiples campagnes de désinformation genrée la qualifiant de "corrompue" et "d'antipatriotique" pour avoir prétendument trompé les femmes tunisiennes par son pseudo-féminisme et son désir de « pénaliser la circoncision », une tradition musulmane et tunisienne. ⁶² Il s'en est suivi de vastes vagues de violence en ligne, y compris des menaces de mort, certaines lancées par des personnalités publiques bien connues. ⁶³ Par exemple, en 2018, un prédicateur islamiste radical a utilisé sa page Facebook pour appeler à la lapidation publique de Mme Belhaj Hmida et d'autres membres de la commission afin de « purifier » le pays. ⁶⁴ Dans une entrevue donnée cette année-là, Mme Belhaj Hmida a déclaré : « presque toutes les dix minutes, il y a des appels au meurtre et des messages qui diffusent de la désinformation dans le but de fomenter un violent mouvement populaire contre le travail de la commission ». ⁶⁵ En 2020, Mme Belhaj Hmida a accusé le mari de la députée Abir Moussi de « tenir une page Facebook à son nom, dont les publications lui ont causé du tort et représentent une menace pour sa personne ». ⁶⁶ L'année suivante, elle a été condamnée à six mois de prison pour avoir accusé de corruption un ancien fonctionnaire du gouvernement. Elle a déclaré qu'elle avait l'intention de faire appel. ⁶⁷



Voici pourquoi Bochra Haj Hmida veut imposer au peuple Tunisien son programme Anti - Islam

Translated from French by Google

This is why Bochra Haj Hmida wants to impose her Anti-Islam program on the Tunisian people



September 27, 2020 · 🌐

Bochra Belhaj Hmida, as Sonia b, Tounia said: "li pipil, li grand pipil tinisien" will never forgive you for your hypocrisy and your shenanigans to you and your fellows from Nidaa, Tahy , 9alb, Jourmhour, ElAmal and other fake tokens.

We, the vast majority of the people acknowledge having discovered your true nature. You are dangerous dictators, sellouts to Turks and Qataris.

In the future it is your right to criticize anyone, but do so with common sense, real arguments and not with lies.

A word of advice, you are politically toast, so stay at home... Ditto for all your fellow human beings.



Like



Comment



Share

Exemples d'accusations affirmant que Mme Belhaj Hmida serait corrompue, anti-islamique, antipatriotique et influenc e par des puissances étrangères.

BOCHRA BELHAJ HMIDA

Crédit photo : Wikimedia Commons

FATEN KALLEL a été secrétaire d'État tunisien chargé de la Jeunesse de 2016 à 2017 et elle est actuellement une militante politique qui siège au sein du Conseil d'administration du parti politique Afek Tones.⁶⁸ Lors d'une entrevue, Mme Kallel a déclaré que le sexisme est au cœur de nombreuses formes d'attaques en ligne envers les femmes et les hommes en politique. Les femmes sont attaquées « du point de vue de la morale », alors que l'on s'attaque à la virilité des hommes « quand ils défendent les libertés individuelles ou l'égalité ». ⁶⁹ Elle a également rapporté qu'après avoir été nommée Secrétaire d'État, elle avait été la cible d'une campagne de désinformation genrée prétendant qu'elle était la petite-fille du conseiller du président et qu'elle avait donc obtenu son poste en raison de ses liens familiaux, et non grâce à ses compétences : « J'ai dû réagir publiquement pour nier les faits car je n'avais aucun lien avec ce monsieur. Je viens d'une famille de la classe moyenne qui n'a aucun lien avec la politique ».

FATEN KALLEL

SALMA ELLOUMI REKIK est ancienne ministre de l'Artisanat et du Tourisme et elle a été candidate du parti Al Amal aux élections présidentielles en 2019.⁷⁰ Mme Elloumi Rekik a fait l'objet de multiples fausses nouvelles et a été la cible de campagnes de désinformation genrée l'accusant d'utiliser son poste de ministre pour parcourir le monde en signant des accords vides de sens et en s'enrichissant sur le dos des citoyens tunisiens qui, eux, vivent dans la pauvreté.⁷¹

JAMILA KSIKSI, ancienne députée du parti Ennahda et première femme députée noire de Tunisie, a été victime d'harcèlements racistes de la part d'utilisateurs de médias sociaux et d'autres politiciens : elle a été traitée d'« esclave » et de « singe » par l'opposition politique, en particulier lorsqu'elle a publiquement critiqué le Parti destourien libre.⁷² Mme Moussi, présidente controversée du Parti libre destourien, a allégué que Mme Ksiki était membre du parti de l'ancien président Ben Ali en partageant publiquement ce que Mme Ksiki prétendait être une carte d'adhésion au parti photoshoppée.⁷³ Mme Ksiki a déclaré à propos des attaques auxquelles a fait face : « ils m'ont attaqué sur ma couleur de peau et mon physique et enflammé les réseaux sociaux par leurs propos racistes et abjects. Je dis toujours que le racisme existe dans une frange de la société tunisienne et hier une partie de ce bloc parlementaire l'a exprimé de la manière la plus infâme. Ils n'ont pas la culture du respect et de la tolérance ». ⁷⁴



Manque de priorisation et de responsabilité :

Le rôle des plateformes numériques dans la régression de la Tunisie

LE RÔLE DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Après avoir été félicité pour leur rôle joué lors du Printemps arabe et du mouvement #EnaZeda, les médias sociaux sont désormais de plus en plus mis en cause pour leur rôle dans l'érosion des droits des femmes et de la démocratie en Tunisie. Les mesures légales prises contre la désinformation en ligne et la violence sexiste se sont révélées, au mieux, inefficaces.

La Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a lancé une initiative visant à contrer la désinformation et à enseigner aux journalistes les techniques de vérification des faits, mais la désinformation demeure un enjeu majeur pour la démocratie en Tunisie, un défi que les systèmes juridiques et réglementaires du pays semblent incapables ou peu disposés à relever.⁷⁵ En outre, bien que l'article 86 du Code des télécommunications de 2001 traite de la désinformation, il a été mis en œuvre avant l'émergence des entreprises du numérique et il est donc inadéquat dans la lutte contre la désinformation sur les réseaux sociaux.⁷⁶ Au contraire, des dispositions telles que l'article 86 et le décret-loi n° 54 de septembre 2022, axés sur la lutte contre la cybercriminalité, ont été purement et simplement utilisées pour réprimer la liberté d'expression des blogueurs, des militants et des journalistes afin de cibler les opposants virulents au gouvernement.⁷⁷

En ce qui concerne les droits des femmes, bien que la violence à l'égard des femmes soit explicitement mentionnée dans la loi 58, aucune législation ne traite spécifiquement de la violence en ligne, et si certaines dispositions du cadre juridique tunisien pourraient être utilisées pour lutter contre le doxing, la désinformation sexiste et d'autres formes de d'abus selon le juriste Aymen Zaghdoudi, mais la faible application des lois existantes contribue peu à protection des femmes victimes d'agression.⁷⁸ Selon **Mounira Balghouthi**, coordonnatrice de projet à Marsadnissa Tunisie, une organisation qui analyse les décisions des tribunaux relatives aux droits des femmes, **la violence en ligne contre les femmes reflète « l'écart entre les lois et la réalité »**.⁷⁹

Dans ce contexte, les entreprises de médias sociaux ont été vivement critiquées pour n'avoir pas davantage protégé les militant·es et les processus démocratiques.

M. Jones pense que :

« la première hypothèse est de croire que ces technologies sont liées à la liberté d'expression et à la liberté en général, mais elles ne le sont pas ».⁸⁰

Il suggère qu'il existe un manque de transparence de la part des entreprises de médias sociaux quant à leurs opérations dans la région MENA et estime que « ces entreprises doivent faire plus d'efforts dans de nombreux domaines, tels que la lutte contre les discours haineux et la misogynie en ligne. Cependant les incitations pour le faire n'existent pas ».

Facebook a été spécifiquement critiqué pour n'avoir pas fourni aux observateurs des médias sociaux un accès aux informations sur les publicités sponsorisées lors des élections de 2019 en Tunisie. Les observateurs ont trouvé difficile de surveiller et d'analyser les publications sur la plateforme Facebook en raison d'un accès restreint aux informations et aux outils de collecte de données en temps réel.⁸¹ L'entreprise n'a pas fait preuve de transparence dans ses actions et dans son soutien aux opérations relatives à la surveillance du contenu lors de la période électorale. Les observateurs ont dû recourir à l'analyse manuelle. Les observateurs tunisiens n'étaient pas non plus autorisés à consulter des informations relatives au montant d'argent dépensé et aux publics visés par des publicités politiques sponsorisées qui n'étaient plus actives.⁸²

En septembre 2019, Access Now a publié une lettre ouverte co-signée par 14 organisations de la société civile tunisienne demandant à Facebook « de mettre en œuvre des mesures efficaces de transparence et responsabilité vis-à-vis de vos utilisateurs dans le cadre des prochaines élections tunisiennes ».⁸³ De telles actions ont été prises dans des pays occidentaux comme les États-Unis, mais pas en Tunisie ni dans de nombreux autres des pays de l'hémisphère sud.⁸⁴

Même si l'arabe est la quatrième langue la plus utilisée sur internet, Facebook a été accusé à plusieurs reprises de ne pas donner la priorité au « soutien des défenseurs de la démocratie dans des pays où l'on parle arabe ».⁸⁵ Facebook n'a pas mis en œuvre de mesures spécifiques pour lutter contre la désinformation électorale dans la région MENA lors des élections de 2019, et pendant les crises politiques et de changements de régime. Pourtant, de telles mesures ont été appliquées dans d'autres parties du monde, comme l'Union européenne et les États-Unis.⁸⁶

En 2019, Facebook s'est associé à un seul vérificateur de faits pour toute la région OMAN, alors que la compagnie travaille avec sept vérificateurs de faits aux États-Unis.

En réponse à la lettre ouverte d'Access Now, Facebook dit avoir pris des mesures dans la région MENA afin de lutter contre la désinformation, telles que la mise à disposition de leur bibliothèque publicitaire pour la Tunisie, un effort dénoncé comme trop peu, trop tard.⁸⁷

Selon Mme Fatafta, la faiblesse des ressources allouées à la modération des contenus en arabe mène à un manque d'action des plateformes quant à la désinformation, à la violence sexiste, aux campagnes de diffamation, aux attaques coordonnées et aux comportements inauthentiques. Quand elles sont enclines à agir, il est parfois trop tard—le mal est déjà fait ».⁸⁸

Les choses pourraient encore empirer. Selon Lena-Maria Böswald, les technologies émergentes d'intelligence artificielle « peuvent faire passer la désinformation sexospécifique au niveau supérieur ».⁸⁹ En effet, elles permettent la création rapide et peu coûteuse de contenu trompeur, posant de nouveaux défis aux entreprises de médias sociaux qui ne parviennent pas déjà à répondre aux préjudices subis par les femmes sur leurs plateformes.

CONCLUSION

À la suite du Printemps arabe, la Tunisie a été considérée comme un modèle en termes de progrès démocratique et des droits des femmes dans la région du MENA. Pourtant, le pays glisse désormais rapidement dans l'autoritarisme, alors que la concentration des pouvoirs entre les mains de Kais Saïed menace les avancées durement acquises lors de la dernière

Les technologies numériques ont joué un rôle trompeur dans le parcours démocratique de la Tunisie.

Pendant le Printemps arabe et à travers le mouvement #EnaZeda, les médias sociaux ont fourni aux militants tunisiens, en particulier les femmes militantes, des opportunités sans précédent de s'engager dans l'action citoyenne, de dénoncer le sexisme et le harcèlement et d'exiger des progrès en matière des droits des femmes et des libertés civiles. Or, les médias sociaux sont devenus un outil de répression. Des campagnes de désinformation, le doxing et les discours haineux sont utilisés pour attaquer et réduire au silence les femmes qui s'opposent au gouvernement et défendent les droits des femmes, les droits de la personne et les institutions démocratiques.

Cette étude de cas examine comment la violence fondée sur le sexe facilitée par la technologie ainsi que la désinformation genrée envers les politiciennes et les militantes politiques érodent les droits des femmes et la démocratie en Tunisie. Plus important encore, l'étude met en évidence le rôle que les entreprises de médias sociaux ont joué dans cette détérioration en ne prenant pas d'actions concrètes et en négligeant d'allouer des ressources à la résolution de ces problèmes, malgré les demandes récurrentes de la part de militants.

Selon Ikram Ben Said, « alors que nous assistons à l'abandon des promesses de la révolution de 'liberté, dignité et justice', nous devons nous rappeler qu'il n'y a pas de démocratie sans droits des femmes, et pas de droits des femmes sans démocratie ». ⁹⁰ La Tunisie a été considérée par beaucoup comme un phare d'espoir pour les valeurs libérales dans la région MENA. Ce qui s'y passe a donc des implications qui vont bien au-delà de ses frontières. Selon Mme Fatafta, « si la fragile démocratie tunisienne s'effondre, ce sera la fin d'une époque. Quel espoir y aura-t-il alors pour la mobilisation politique ? Toute la région plongera dans la répression et les conflits. C'est un scénario démoralisant ». ⁹¹

Ce qui s'est passé en Tunisie envoie également un message édifiant à de nombreuses démocraties fragiles quant à la rapidité avec laquelle les médias sociaux peuvent se retourner contre les militants qu'ils promettaient de soutenir, devenant plutôt un outil de répression autoritaire.

NOTES

1 Constantin Gouvy, « Decade after Revolution, Tunisia's Women Face Uphill Battle », 17 janvier 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/1/17/a-decade-after-revolution-tunisia-women-face-an-uphill-battle>.

2 Menna Farouk, « Analysis: Tunisia's Male-Dominated Parliament Deals Blow to Women's Gains », février 14, 2023, <https://www.reuters.com/world/africa/tunisia-male-dominated-parliament-deals-blow-womens-gains-2023-02-14/>; « Voter Turnout », International Institute for Democracy and Electoral Assistance, accédé avril 25, 2023, <https://www.idea.int/data-tools/question-view/521>; Salsabil Chellali, « Tunisia Tramples Gender Parity Ahead of Parliamentary Elections », novembre 2, 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/11/02/tunisia-tramples-gender-parity-ahead-parliamentary-elections>.

3 La surveillance a été menée sur Twitter et Facebook car le contenu hébergé sur ces plates-formes était le plus accessible.

4 « Tunisie », Union Interparlementaire, consulté 25 avril 2023, <https://www.ipu.org/parliament/TN>.

5 Simon Kemp, « Digital 2023: Tunisia », 14 février 2023, <https://datareportal.com/reports/digital-2023-tunisia?rq=tunisia>.

6 Ibid.

7 Ibid.

8 Moncef Marzouki, « Is Democracy Lost? » *Journal of Democracy* 33, no. 1 (2022), 5-11.

9 Seunghyun Nam, « President Saïed's Coup: The Return of Dictatorship in Tunisia? », 20 décembre 2021, <https://www.mironline.ca/the-return-of-dictatorship-in-tunisia-president-saieds-coup/>; « Tunisia: High Judicial Council Dissolution Affects Judiciary's Independence, Fuels Fears of Authoritarian Rule », Euro-Med Human Rights Monitor, 13 février 2022, <https://euromedmonitor.org/en/article/4908/Tunisia:-High-Judicial-Council-dissolution-affects-judiciary%E2%80%99s-independence,-fuels-fears-of-authoritarian-rule/>; « Tunisia: From Nascent Democracy to Nascent Dictatorship? », *Democracy Digest*, 14 février 2022, <https://www.demdigest.org/tunisia/>.

10 Lindsay J. Benstead, « Tunisia: Changing Patterns of Women's Representation », dans *The Palgrave Handbook of Women's Political Rights*, eds. Susan Franceschet, Mona Lena Krook and Netina Tan (London: Palgrave Macmillan UK, 2019), 525.

11 *Violence Against Women in the Online Space: Insights from a Multi-Country Study in the Arab States Summary Report* (UN

Women, 2021); Khedija Arfaoui, *Issue Brief: Women in Action in Tunisia* (Rice University's Baker Institute for Public Policy, 2020).

12 Rebecca Sanders et al., *Power Over Rights: Understanding and Countering the Transnational Anti-gender Movement, Volume II: Case Studies* (Centre for Feminist Foreign Policy, 2021), 67-68; Women's and Youth Empowerment in Rural Tunisia (International Labour Organization, 2018), xii.

13 « Freedom in the World 2022: Tunisia », Freedom House, 2022, <https://freedomhouse.org/country/tunisia/freedom-world/2022>; Sanders et al., *Power Over Rights*, 67-68; « Tunisia's Gender Violence Law Struggles to Get Beyond Paper », *France24*, 7 mars 2021, <https://www.africanews.com/2021/03/07/tunisia-s-gender-violence-law-struggles-to-get-beyond-paper/>.

14 Marc Owen Jones, entrevue personnelle, 2 septembre 2022.

15 Lucille Griffon et al., *The Fierce and the Furious: Feminist Insights Into the Anti Gender Narratives and Movement* (The Kvinna till Kvinna Foundation and EuroMed Rights, 2019), 15.

16 « Tunisie : Le Parlement devrait soutenir l'égalité entre hommes et femmes en matière de succession », *Human Rights Watch*, 4 décembre 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/12/04/tunisia-parliament-should-back-gender-equality-inheritance>; Rasha Younes, « This Pride Month, Shame on You: Exposing Anti-LGBT Government Strategies in MENA », 8 juin 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/06/08/pride-month-shame-you-exposing-anti-lgbt-government-strategies-mena>.

17 Lilia Blaise, « In Tunisia, the Dismissal of Two Women Judges for 'Contempt of Morals' Outrages Feminists », 10 juin 2022, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/10/en-tunisie-le-limogeage-de-deux-femmes-juges-pour-outrage-aux-m-urs-indigne-les-feministes_6129761_3212.html.

18 « The Dismissal of a Judge for 'Adultery' Scandalizes Tunisia », *The Maghreb Times*, 7 juin 2022, <https://themaghrebtimes.com/the-dismissal-of-a-judge-for-adultery-scandalizes-tunisia/>.

19 Marwa Fatafta, entrevue personnelle, 29 août 2022.

20 Lilia Labidi, entrevue personnelle, 29 mars 2022.

21 Alexandra Domike Blackman and Marlette Jackson, « Gender Stereotypes, Political Leadership, and Voting Behavior in Tunisia », *Political Behavior* 43 (2019); *SheVotes: Tunisia – Understanding Barriers to Women's Political Participation*

(International Republican Institute, 2020).

22 Lihi Ben Shitrit, Sivan Hirsch-Hoefler and Julia Elad-Strenger, « Tunisia Has Its First-Ever Female Prime Minister. That's Not as Good for Democracy as It Sounds. », 13 octobre 2021, <https://www.washingtonpost.com/politics/2021/10/13/tunisia-has-its-first-ever-female-prime-minister-thats-not-good-democracy-it-sounds/>; Nam, « President Saïed's Coup ».

23 « Women in Tunisia: Has a Female Prime Minister Changed Tunisia? » BBC, 12 juillet 2022, <https://www.bbc.com/news/world-africa-62053997>.

24 Hervé de Baillenx, « Tunisia Elections: Access to Data Crucial to Monitor Social Media and Disinformation Attempts », 20 septembre 2019, <https://democracy-reporting.org/en/office/tunisia/news/monitor-networks-of-undeclared-political-actors-tunisia-elections>; Samantha Bradshaw, Hannah Bailey and Philip N. Howard, *Country Case Studies - Industrialized Disinformation: 2020 Global Inventory of Organized Social Media Manipulation* (Programme on Democracy and Technology, 2021), 399-405.

25 « Lina Ben Mhenni: The Woman Who Blogged Tunisia's Revolution », BBC, 1 février 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-51310557>; Lilia Blaise, « Lina Ben Mhenni, 36, 'a Tunisian Girl' Who Confronted Regime, Dies », dernière modification 30 janvier 30 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/29/world/middleeast/lina-ben-mhenni-dead.html>.

26 Maha Tazi, « The Arab Spring and Women's (Cyber) activism: 'Fourth Wave Democracy in the Making?' Case Study of Egypt, Tunisia, and Morocco », *Journal of International Women's Studies* 22, no. 9 (2021): 311.

27 Arfaoui, *Issue Brief: Women..*

28 Ikram ben Said, entrevue personnelle, 4 juin 2023.

29 Fatafta entrevue , 29 août 2022.

30 Alberto Fernandez Gibaja, « Protecting Tunisian Elections from Digital Threats », 10 mai 2019, <https://www.idea.int/news-media/news/protecting-tunisian-elections-digital-threats>.

31 « Sorting Fact from Fiction in Tunisia's Presidential Election », DFRLab, 11 octobre 2019, <https://medium.com/dfrlab/sorting-fact-from-fiction-in-tunisia-presidential-election-862bcc05bdaf>.

32 *Monitoring of Electoral Campaigning on Social Media: Tunisia* (Democracy Reporting International, 2019).

33 Mona Elswah and Philip N. Howard, *The Challenges of Monitoring Social Media in the Arab World: The Case of the 2019 Tunisian Elections* (Programme on Democracy & Technology, 2020), cité dans Bradshaw et al., *Country Case Studies*, 401.

34 Nathaniel Gleicher, « Removing Coordinated Inauthentic Behavior From Iran », January 31, 2019, <https://about.fb.com/news/2019/01/removing-cib-iran/>; Nathaniel Gleicher, « Removing Coordinated Inauthentic Behavior in UAE, Nigeria, Indonesia and Egypt », 3 octobre 2019, <https://about.fb.com/news/2019/10/removing-coordinated-inauthentic-behavior-in-uae-nigeria-indonesia-and-egypt/>; Nathaniel Gleicher, « Removing Coordinated Inauthentic Behavior From Israel », 16 mai 2019, <https://about.fb.com/news/2019/05/removing-coordinated-inauthentic-behavior-from-israel/>.

35 Farai Shawn Matiashe, « Russian and French Misinformation Trolls Have Targeted African Voters on Facebook », 17 décembre 2020, <https://qz.com/africa/1947174/facebook-pulls-russian-and-french-disinformation-trolls-in-africa/>; « Inauthentic Israeli Facebook Assets Target the World », DFRLab, 17 mai 2019, <https://medium.com/dfrlab/inauthentic-israeli-facebook-assets-target-the-world-281ad7254264>.

36 Marc Owen Jones, « Tunisia Crisis Prompts Surge in Foreign Social Media Manipulation », 28 juillet 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/28/tunisia-crisis-prompts-surge-in-foreign-social-media-manipulation>.

37 Jones entrevue, September 2, 2022.

38 Erin Clare Brown and Christina Nordvang Jensen, « Facebook Fostered Tunisia's #Metoo Movement. Then the Trolling Started », 8 mars 2021, <https://www.thenationalnews.com/mena/facebook-fostered-tunisia-s-metoo-movement-then-the-trolling-started-1.1180411>.

39 Sabrina Iannazzone, Laura Clough et Lucille Griffon, *Spaces of Violence and Resistance: Women's Rights in the Digital World* (EuroMed Rights, 2021), 22.

40 UN Women, *Violence Against Women*, 2-3; l'acronyme VEFF signifie « violence envers les femmes et des filles ».

41 Doxing signifie : « publication d'informations privées de quelqu'un sur Internet, dans le but de nuire ». Voir : « Doxing », La langue française, <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/doxing; Doxing of Residential Information Targeting Vulnerable Groups: Online and Offline Harms> (SMEX, 2022), 7.

42 Fatafta entrevue, 29 août 2022; CILG-VNG est l'acronyme de « Le Centre International de Développement Pour La Gouvernance Local Innovante ». Voir : « Le Centre International de Développement Pour La Gouvernance Local Innovante - International Development Center For The Innovative Local Governance », <https://www.cilg->

international.org/en/the-center/.

43 Yosr Jouini, « In Tunisia, Women Stand on the Frontlines of Targeted Hate Speech Online », 22 mai 2020, <https://advoc.globalvoices.org/2020/05/22/in-tunisia-women-stand-on-the-frontlines-of-targeted-hate-speech-online/>.

44 Boudour Lamouchi, entrevue personnelle, 13 mai 2022.

45 « Tunisia: 'You Can Go to Jail for a Word or an Idea' », Amnesty International, 11 décembre 2013, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2013/12/tunisia-you-can-go-jail-word-or-idea/>.

46 Lilia Labidi, « Violence Against Women in Tunisia Before and After January 2011: The Role of Social Media », 25 novembre 2020, <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/violence-against-women-tunisia-and-after-january-2011-role-social-media>.

47 « Tunisia's Autocratic Ruler Adopts the 'Great Replacement' Theory », The Economist, 2 mars 2023, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2023/03/02/tunisia-autocratic-ruler-adopts-the-great-replacement-theory>; Anthony Faiola, « The Racist Roots of the Rise in Migration to Europe This Year », 30 juin 2023, <https://www.washingtonpost.com/world/2023/06/30/tunisia-migration-great-replacement/>.

48 Sandrine Lungumbu, « Tunisian Black Women: 'My Skin Colour Says I Don't Belong' », 7 juin 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-65808661>.

49 Hanène Zbiss, entrevue personnelle, 10 mars 2022.

50 Emma Goldberg, « Fake Nudes and Real Threats: How Online Abuse Holds Back Women in Politics », dernière modification 7 juin 2021, <https://www.nytimes.com/2021/06/03/us/disinformation-online-attacks-female-politicians.html>.

51 Kristina Wilfore, « Security, Misogyny and Disinformation Undermining Women's Leadership », dans *Gender and Security in Digital Space: Navigating Access, Harassment, and Disinformation*, eds. Gulizar Hacıyakupoglu and Yasmine Wong (London: Routledge, 2022), 131.

52 Henda Gafsi, entrevue personnelle, 21 avril 2022.

53 Labidi entrevue, 29 mars 2022.

54 « Sihem Ben Sedrine, le vilain petit canard de l'Instance Vérité et Dignité », Business News, 26 août 2015, <https://www.businessnews.com.tn/sihem-ben-sedrine-le-vilain-petit-canard-de-linstance-verite-et-dignite,519,58461,3>; « Tunisie : L'Instance Vérité et Dignité décrit des abus commis durant des décennies », Human Rights Watch, 15 avril 2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/04/05/tunisie-linstance-verite-et-dignite-decrit-des-abus-commis-durant-des-decennies>.

55 « 2008 Country Reports on Human Rights Practices - Tunisia », U.S. Department of State, 25 février 2009, <https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2008/nea/119128.htm>; « Sihem Bensedrine, Tunisie », Human Rights Watch, 13 août 2012, <https://www.hrw.org/news/2012/08/13/sihem-bensedrine-tunisia>.

56 Tunifact, « Faux - Sihem Ben Sedrine assignée à résidence surveillée », Facebook, 22 août 2021, https://m.facebook.com/Tunifact/photos/a.102953551949678/165851818993184/?locale=ms_MY&_rd.

57 Yasmine Ryan, « Sihem Ben Sedrine: The Tenuous Position of the Woman Tasked with Bringing Those Who Profited under Tunisia's Authoritarian Regime to Justice », 9 septembre 2015, <https://www.independent.co.uk/news/world/africa/sihem-ben-sedrine-the-tenuous-position-of-the-woman-tasked-with-bringing-those-who-profited-under-tunisia-s-authoritarian-regime-to-justice-10493750.html>.

58 Carlotta Gall, « In Tunisia, a Mission of Justice and a Moment of Reckoning », 6 novembre 2015, <https://www.nytimes.com/2015/11/07/world/africa/in-tunisia-a-mission-of-justice-and-a-moment-of-reckoning.html>.

59 The Freedom Collection, « Sihem Bensedrine: Collective Repression Under Ben Ali », YouTube, 14 juillet 2015, https://www.youtube.com/watch?v=UqNCMozhAik&ab_channel=TheFreedomCollection.

60 Labidi entrevue, 29 mars 2022.

61 « Médiatrices de la Tunisie », Réseau des Femmes Médiatrices de la Méditerranée, <https://womenmediators.net/mediators/tunisia>; « Le monde d'après: pour la féministe tunisienne Belhaj Hmida, le devoir de redéfinir la famille », L'Obs et AFP, dernière modification 29 mai 2020, <https://www.nouvelobs.com/societe/20200528.AFP7037/le-monde-d-apres-pour-la-feministe-tunisienne-belhaj-hmida-le-devoir-de-redefinir-la-famille.html>; Tim Fitzsimons, « Tunisian Presidential Committee Recommends Decriminalizing Homosexuality », 15 juin 2018, <https://www.nbcnews.com/feature/nbc-out/tunisian-presidential-committee-recommends-decriminalizing-homosexuality-n883726>; Akram Belkaid, « Tunisia Balks at Inheritance Changes », 5 août 2019, <https://middle-east-online.com/en/tunisia-balks-inheritance-changes>.

62 Celine Lussato, « Héritage, homosexualité... Tensions en Tunisie face aux projets de réforme », dernière modification 28 juin 2018, <https://www.nouvelobs.com/monde/afrique/20180627.OBS8847/heritage-homosexualite-tensions-en-tunisie-face-aux-projets-de-reforme.html>; Manel Zouabi, « Post-Revolutionary Tunisia: The Conceptualisation of Women in the Islamist Discourse on Facebook », 3 mars 2017, <https://lucas.leeds.ac.uk/article/post-revolutionary-tunisia-manel-zouabi>.

63 BBC, « Women in Tunisia ».

64 « Adel Almi appelle à lapider à mort publiquement les membres de la commission des libertés ! », Réalités Online, 16 juin 2018, <https://www.realités.com.tn/fr/article/33041/adel-almi-appelle-a-lapider-a-mort-publiquement-les-membres-de-la-commission-des-libertes>.

65 Lussato, « Inheritance, Homosexuality... Tensions ».

66 « Moussi répond aux accusations de Bochra Belhaj Hamida », Mosaïque FM, 1 octobre 2020, <https://www.mosaicuefm.net/fr/actualite-national-tunisie/803077/moussi-repond-aux-accusations-de-bochra-belhaj-hamida>.

67 « Bochra Belhaj Hmida condamnée à six mois de prison suite à une plainte de Tarek Dhiab », Webdo, 24 décembre 2021, <https://www.webdo.tn/2021/12/24/tunisie-bochra-belhaj-hmida-condamnee-a-six-mois-de-prison-suite-a-une-plainte-de-tarek-dhiab/>.

68 « Faten Kallel », World Economic Forum, <https://www.weforum.org/people/faten-kallel>.

69 Faten Kallel, entrevue personnelle, 4 mai 2022.

70 « Meeting with Mrs. Selma Elloumi, Minister of Tourism & Handicrafts », Tunisian British Chamber of Commerce, 15 septembre 2016, <https://www.tbcc.org.tn/meeting-with-mrs-selma-elloumi-minister-of-tourism-handicrafts/>; Bouazza Ben Bouazza, « Women Seeking Tunisian Presidency Say It's Time for Change », 29 août 2019, <https://apnews.com/article/7a0c2cfa663c479e88fc7de579c0cbe9>.

71 « Salma Elloumi Did Not Withdraw in Favor of Abdelkarim Zbidi », BN Check, 10 septembre 2019, [http://kapitalis.com/tunisie/2019/07/07/le-destin-contrarie-de-selma-elloumi-plus-despoir-a-vendre-ni-de-patente-a-rentabiliser/](https://www.businessnews.com.tn/Selma+Elloumi+ne+s%92est+pas+d%E9sist%E9e+en+faveur+de+Abdelkarim+Zbidi%0D%0A%0D%0A,540,90850,3; Yassine Essid, « Le destin contrarié de Selma Elloumi : plus d'espoir à vendre ni de patente à rentabiliser », 7 juillet 2019, <a href=).

72 Jouini, « In Tunisia, Women Stand »; Maher Chaabane, « La députée Jamila Ksiksi traitée de "singe" : Ennahdha porte plainte », Webdo, 4 décembre 2019, <https://www.webdo.tn/2019/12/04/la-deputee-jamila-ksiksi-traitee-de-singe-ennahdha-porte-plainte/>.

73 Mme Moussi, présidente controversée du parti laïc Parti destourien libre, est l'une des opposantes les plus virulentes à Ennahdha. Elle a été critiquée pour avoir filmé les processus parlementaires sans le consentement de ses collègues députés et a été agressée physiquement pour cela. Voir : « Abir Moussi: MP Whose Criticism of the Islamist Ennahda Party Contributed to Its Fall », Al Arabiya English, dernière modification 28 juillet 2021, <https://english.alarabiya.net/News/north-africa/2021/07/27/Abir-Moussi-MP-whose-criticism-of-the-Islamist-Ennahda-party-contributed-to-its-fall>;

Islamist-Ennahda-party-contributed-to-its-fall; « Jamila Ksiksi: Je n'ai jamais adhéré au RCD (Vidéos) », Mosaïque FM, 9 décembre 2019, <https://www.mosaicuefm.net/fr/actualite-midi-show/652593/jamila-ksiksi-je-n-ai-jamais-adhere-au-rcd>.

74 « Jamila Ksiksi : Abir Moussi doit respecter les autres ! », Business News, 4 décembre 2019, <https://jinhaagency.com/en/actual/tunisian-politician-jamila-ksiksi-dies-at-54-32473>; Morgan Beard, "Tunisian Black Women Speak Out Via New Collective," 9 mars 2020, <https://meshkal.org/tunisian-black-women-speak-out-via-new-collective-2/>.

75 Bradshaw et al., *Country Case Studies*, 399-405.

76 Mona Elswah and Philip N. Howard, *The Challenges of Monitoring Social Media in the Arab World: The Case of the 2019 Tunisian Elections* (Programme on Democracy & Technology, 2020).

77 « Tunisia: Stop Legal Harassment of Bloggers », ARTICLE 19, 1 août 2022, <https://www.article19.org/resources/tunisia-stop-harassment-bloggers/>; Aymen Zaghdoudi, « A New Blow to Freedom of Expression in Tunisia », 28 mars 2023, <https://www.accessnow.org/a-new-blow-to-freedom-of-expression-in-tunisia/>.

78 UN Women, *Violence Against Women*; « Tunisia Should Adopt Law on Fighting Political Violence on Social Media (Professor of Constitutional Law) », Agence Tunis Afrique Presse, 18 octobre 2021, <https://www.tap.info.tn/en/Portal-Society/14490860-tunisia-should>; Aymen Zaghdoudi, entrevue personnelle, juin 20, 2023.

79 Iannazzone, Clough and Griffon, *Spaces of Violence*, 22.

80 Jones entrevue, 2 septembre 2022.

81 Elswah and Howard, *Challenges of Monitoring*, 4.

82 Ibid.

83 « Lettre ouverte à Facebook à propos des élections tunisiennes de 2019 », Access Now, dernière modification janvier 26, 2023, https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2019/09/OpenLetter_FB_Election2019_Tunisia_FR_.pdf.

84 Fadil Aliriza, « Fears over Facebook's Role in Election Campaign », 5 septembre 2019, <https://meshkal.org/fears-over-facebooks-role-in-election-campaign/>.

85 Elswah and Howard, *Challenges of Monitoring*, 1.

86 Ibid.

87 Yosr Jouini, « Multiple Measures Failed to

Control Mis- And Disinformation in Tunisia's 2019 Elections », 9 décembre 2019, <https://advox.globalvoices.org/2019/12/09/multiple-measures-failed-to-control-mis-and-disinformation-in-tunisia-2019-elections/>.

88 Fatafta entrevue, 29 août 2022.

89 *Online Disinformation and Hate Speech in the MENA Region: Regional Trends and Local Narratives* (Democracy Reporting International, 2023), 33.

90 Ikram Ben Said, "Confronting an Assault on Democracy in Tunisia," 14 mars 2023, <https://carnegieendowment.org/sada/89262>.

91 Fatafta entrevue, 29 août 2022.



D'UN CATALYSEUR POUR LA LIBERTÉ À UN OUTIL DE RÉPRESSION

Désinformation Genrée en Tunisie

Juillet 2023